

DIM R401/Version 3.1

Références : 160B250S/001-1/DGFIP SOYAUX/AMI\_TRAV/ERE  
Date d'édition : 12/11/2025  
Contrat N° : 160-B-2025-001Q/O

## RAPPORT DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE AVANT REALISATION DE TRAVAUX DANS UN IMMEUBLE BATI

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante (voir conclusions).

### DESIGNATION DU BATIMENT

Dénomination du bâtiment : DGFIP SOYAUX  
Fonction principale du bâtiment : Bureaux  
Date du Permis de Construire : Inconnu

Adresse :  
1 RUE DE LA COMBE  
16800 SOYAUX

Propriété de :  
DGFIP Bureaux  
Type du bâtiment : ERP de la 5ème catégorie



### CACHET DU DIAGNOSTIQUEUR

Date et Lieu d'établissement du rapport :  
**12/11/2025 à L'ISLE D'ESPAGNAC**

Organisme : **BUREAU ALPES CONTROLES**  
N° SIREN/SIRET : **351 812 698/00667**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :  
AFNOR CERTIFICATION  
11 rue Francis de Pressensé  
93571 La plaine Saint-Denis Cedex

Nom du diagnostiqueur : **REICH Eric**  
N° de certification : **ODI/AMM/07074699**  
Date d'obtention : **28/06/2022**

Le diagnostiqueur  
Eric REICH



Ce rapport ne doit être reproduit qu'intégralement.

L'obligation est faite au propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage de conservation et de transmission de ce rapport, conformément aux exigences de l'article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

### Diffusion :

**Monsieur CROIZARD Pascal** pascal.croizard@dgfip.finances.gouv.fr  
**Monsieur PARIS** jean-georges.paris@dgfip.finances.gouv.fr

# SOMMAIRE

A. INFORMATIONS GENERALES.....	3
B. CONCLUSION.....	4
C. DESCRIPTION DE LA MISSION.....	6
ANNEXE - CROQUIS.....	8
ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES.....	11
ANNEXE - ESTIMATION DE LA QUANTIFICATION AMIANTE.....	12
ANNEXE - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.....	13
ANNEXE - ANCIENS RAPPORTS.....	15
ANNEXE - COPIE DU CERTIFICAT DE COMPÉTENCE DE L'INTERVENANT.....	16
ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE.....	17

## A. INFORMATIONS GENERALES

### A.1. DESIGNATION DU BATIMENT

Dénomination du bâtiment : DGFIP SOYAUX  
Fonction principale du bâtiment : Bureaux  
Référence cadastrale : Inconnu  
Numéro de lot : Inconnu  
Date du Permis de Construire : Inconnu

Propriété de :  
DGFIP

Adresse :  
1 RUE DE LA COMBE  
16800 SOYAUX

### A.2. DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom :  
Nom : DGFIP

Adresse :  
1 RUE DE LA COMBE  
16800 SOYAUX

Qualité : Propriétaire  
Accompagnateur : Agent de Maintenance

Documents remis :

- Plan des locaux : Plan reçu le 10/09/2025
- Historique : Néant
- Rapports antérieurs de repérage amiante : néant
- Notice technique relative à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006 : Néant

Moyens mis à disposition : Néant

Le programme de repérage a été défini et validé par le donneur d'ordre via l'offre de contrat.

### A.3. EXECUTION DE LA MISSION

Rapport N° : 160B250S/001-1/DGFIP  
SOYAUX/AMI\_TRAV/ERE

Date d'émission du rapport : 12/11/2025  
Le repérage a été réalisé le : 10/09/2025, 20/10/2025

Correspondant : M CROIZARD Pascal

Date de commande : 22/04/2025

Laboratoire d'Analyses :  
EUROFINS - ASCAL  
2 rue Chanoine Ploton  
CS 40265  
42016 SAINT ETIENNE  
Accréditation N° 1- 1591

### A.4. REFERENCE REGLEMENTAIRE

- Arrête du 16 juillet 2019 modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020
- Bases du programme de repérage : annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019
- Décret n°2017-899 du 9 mai 2017
- Norme NF X46-020 du 05/08/2017

## B. CONCLUSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

### REMARQUES

A noter que les revêtements de sols n'ont pas été prélevés car des campagnes de diagnostic ont déjà eu lieu ainsi que des campagnes de désamiantage.

A noter que le sol du RDC bâtiment A est sans doute amianté (dalles de sol et colle) mais les rapports BV qui nous été communiqués ne portent que sur les niveaux supérieurs dans lesquels des désamiantage ont eu lieu.

### PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Remplacement des menuiseries extérieures, mise en place d'une ITE, travaux de percement de planchers. Les points d'implantation des sondages ont été définis par le maitre d'œuvre.  
Les revêtements de sol n'ont pas été prélevés des campagnes de diagnostic amiante des sols et de désamiantage des certains niveaux ayant déjà été réalisés.

### LISTE DES MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Zone	Local	Element	Matériau	Justificatif
Aucun matériau amianté repéré				

### ZONE PRÉSENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGE (ZPSO)

N° ZPSO	Élément témoin	Ouvrage de référence	Sondages et prélèvements complémentaires (1)	Etendue de la localisation	ZPSO contenant de l'amiante
Aucune zone présentant des similitudes d'ouvrage					

(1) La norme demande de doubler au minimum les prélèvements sur certains MPSCA.  
(\*) Localisation des éléments de la zpso.

### LISTE DES MATÉRIAUX NE CONTENANT PAS D'AMIANTE APRÈS ANALYSES

Zone	Local	Element	Matériau	N° prélèvement
	Batiment D	Menuiseries extérieures	Fond de joint RDC sur menuiseries extérieures	13
	Batiment D	Menuiseries extérieures	Fond de joint sur menuiseries extérieures	14
Batiment D	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	Peinture Murale extérieure RDC DROIT	1
Batiment D	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	Peinture Murale extérieure gauche	2
Batiment D	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	RPE en partie basse sur coté rue vers entrée principale	11
Batiment D	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	RPE en partie basse coté rue vers escalier	12
Batiment D	Pignon intérieur	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Revetement mural +colle coté WC	3

Zone	Local	Element	Matériau	N° prélèvement
Batiment D	Pignon intérieur	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Revetement mural +colle coté escalier	4
Batiment A	Local réserve RDC	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Enduit lisse	5
Batiment A	Local serveur R+2	Plafonds	Enduit plafond	6
Batiment A	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	Peinture murale coté gauche	7
Batiment A	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	Peinture murale extérieure coté droit	8
Batiment A	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	RPE sur partie basse coté entrée personnel	9
Batiment A	Pignon extérieur	Façades lourdes y compris poteaux	RPE sur partie basse coté parking vers climatisation	10

## LISTE DES LOCAUX NON VISITÉS/MOYENS D'ACCÈS À METTRE EN OEUVRE PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Nom	Justification	Moyens d'accès à prévoir
Sans Objet		

## INVESTIGATIONS APPROFONDIES DEVANT ÊTRE RÉALISÉES PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Nom	Justification	Moyens à mettre en oeuvre par le donneur d'ordre
Sans Objet		

## LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Nom
Batiment D
Batiment D/Pignon extérieur
Batiment D/Pignon intérieur
Batiment A
Batiment A/Local réserve RDC
Batiment A/Local serveur R+2
Batiment A/Pignon extérieur
Batiment A/Bureaux RDC/R+1/R+2

# C. DESCRIPTION DE LA MISSION

La mission porte sur le repérage de l’amiante dans les éléments suivants:

Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d’amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	

## 2 - Parois verticales extérieures et Façades

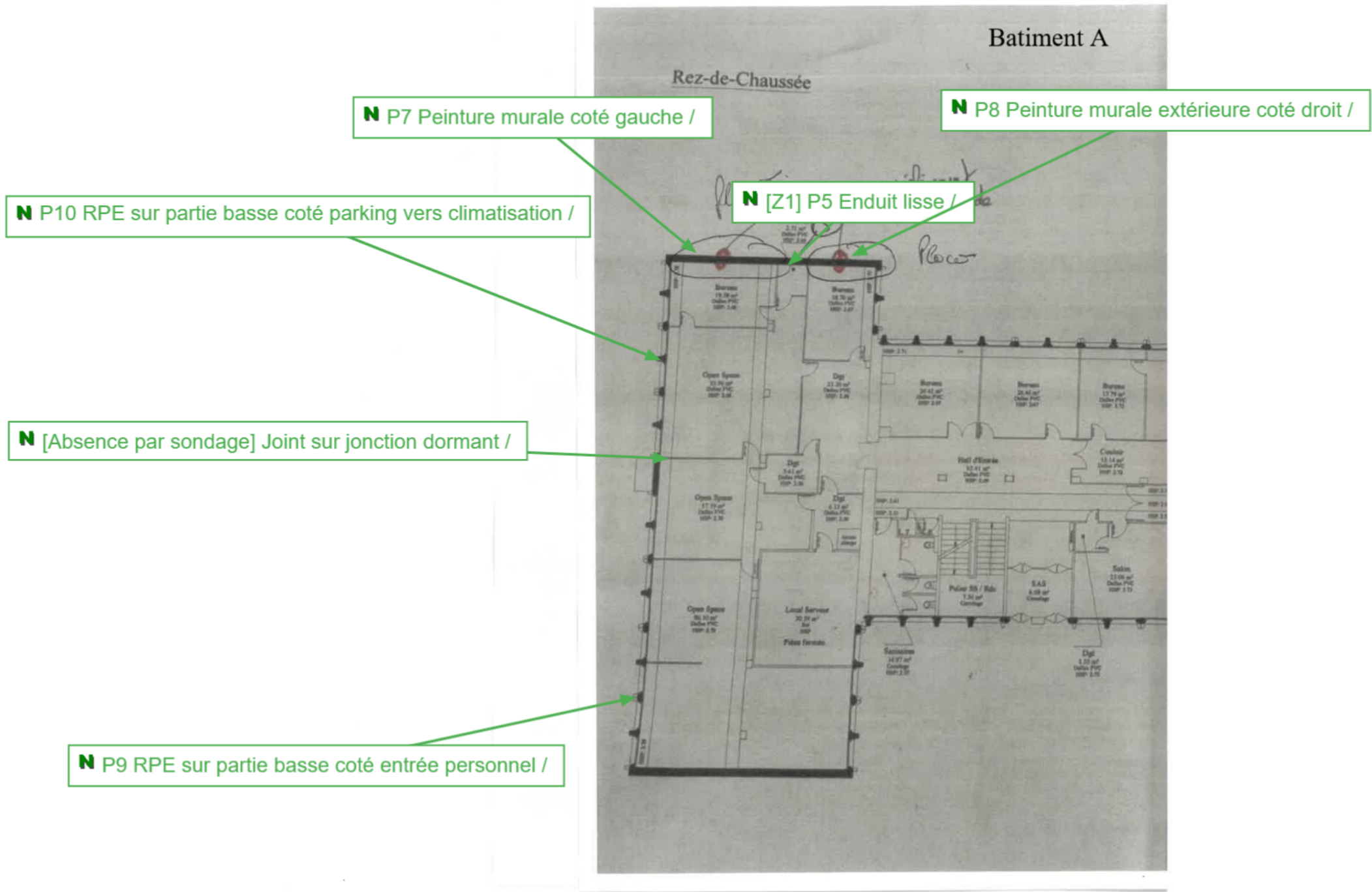
Façades lourdes y compris poteaux	Peinture	Batiment D/Pignon extérieur/Peinture Murale extérieure RDC DROIT	X			X	par analyse du prélèvement n°1
		Batiment D/Pignon extérieur/Peinture Murale extérieure gauche	X			X	par analyse du prélèvement n°2
		Batiment A/Pignon extérieur/Peinture murale coté gauche	X			X	par analyse du prélèvement n°7
		Batiment A/Pignon extérieur/Peinture murale extérieure coté droit	X			X	par analyse du prélèvement n°8
	Crepì	Batiment D/Pignon extérieur/RPE en partie basse sur coté rue vers entrée principale	X			X	par analyse du prélèvement n°11
		Batiment D/Pignon extérieur/RPE en partie basse coté rue vers escalier	X			X	par analyse du prélèvement n°12
		Batiment A/Pignon extérieur/RPE sur partie basse coté entrée personnel	X			X	par analyse du prélèvement n°9
		Batiment A/Pignon extérieur/RPE sur partie basse coté parking vers climatisation	X			X	par analyse du prélèvement n°10
	Menuiseries extérieures	/Batiment D/Fond de joint RDC sur menuiseries extérieures	X			X	par analyse du prélèvement n°13
		/Batiment D/Fond de joint sur menuiseries extérieures	X			X	par analyse du prélèvement n°14
		Batiment A/Bureaux RDC/R+1/R+2/Joint sur jonction dormant		X		X	Absence de matériau par sondage

## 3 - Parois verticales intérieures

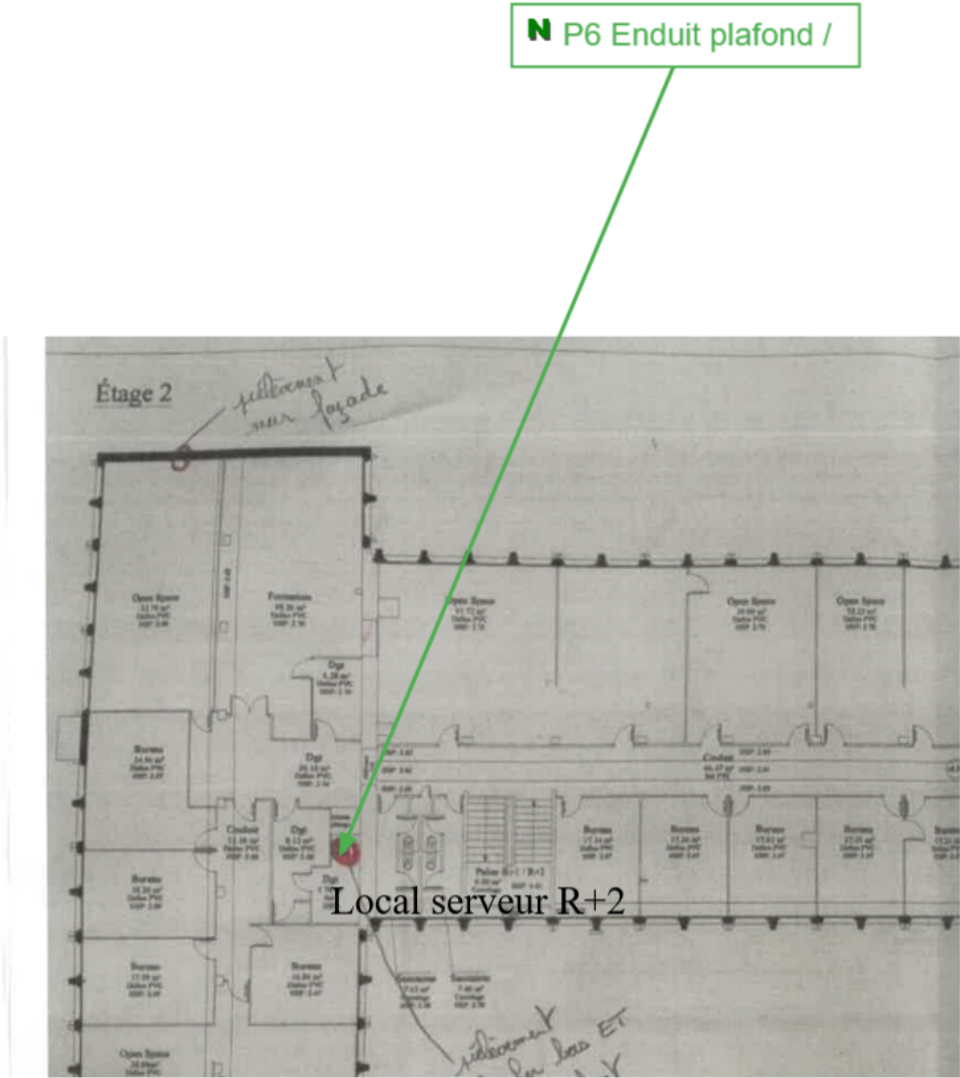
Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Enduit lisse	Batiment A/Local réserve RDC/Enduit lisse	X			X	par analyse du prélèvement n°5
	Sous-couche de revêtement	Batiment D/Pignon intérieur/Revetement mural +colle coté WC	X			X	par analyse du prélèvement n°3
	Revetement plastifié	Batiment D/Pignon intérieur/Revetement mural +colle coté escalier	X			X	par analyse du prélèvement n°4

## 4 - Plafonds et faux-plafonds

Composants de la construction	Partie des composants à sonder	Localisation	Prélèvement		Présence d'amiante		Justificatif
			Oui	Non	Oui	Non	
Plafonds	Enduit lisse	Batiment A/Local serveur R+2/Enduit plafond	X			X	par analyse du prélèvement n°6







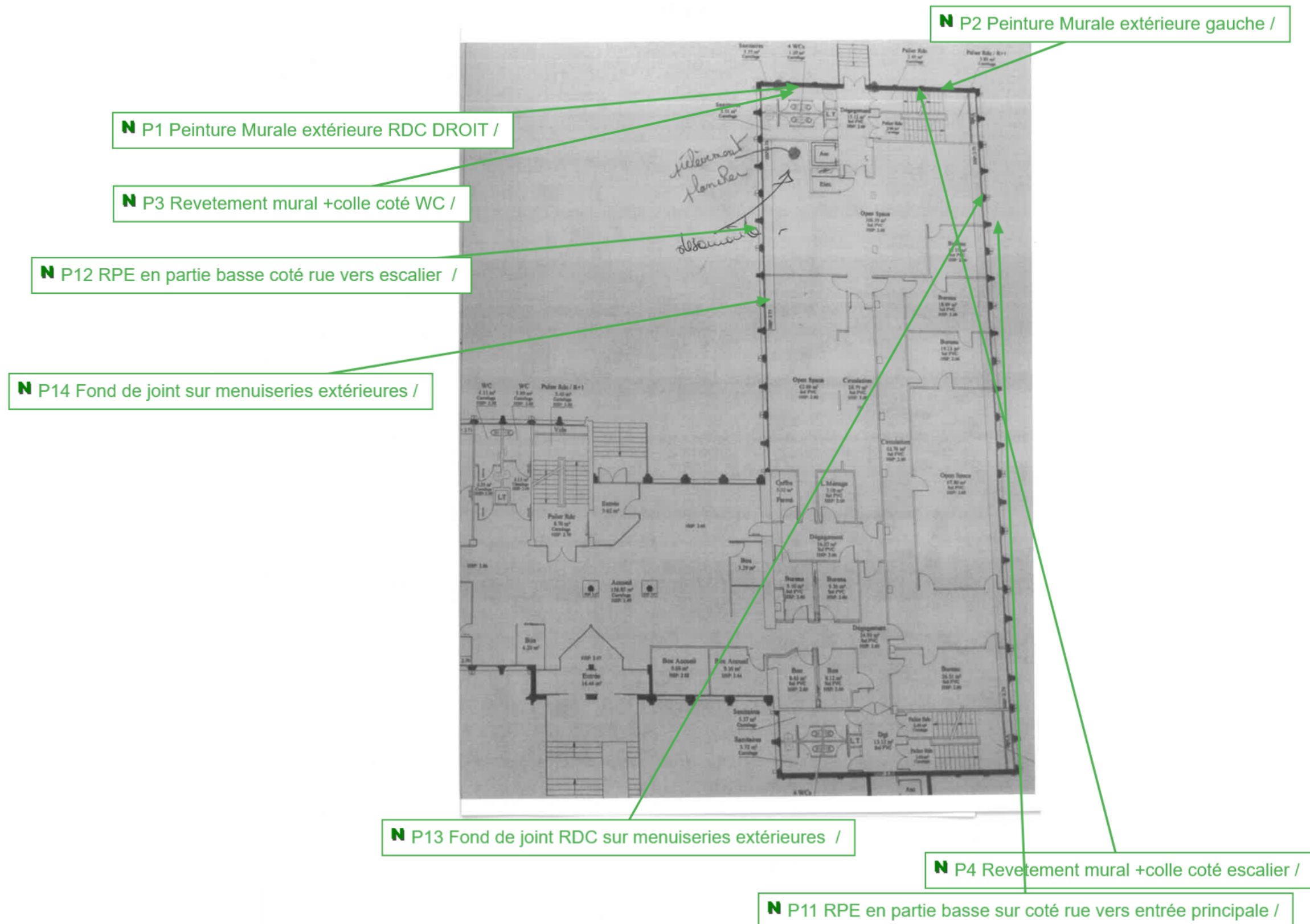
## Plan du bâtiment D RDC

Planche de repérage usuel

Type: Plan Croquis: 3/3 Plan du bâtiment D RDC

Auteur: REICH Eric / Alpes Contrôles

1 RUE DE LA COMBE  
16800 SOYAUX



## Légende

N Prélèvement non amianté

## ANNEXE - PROCÈS VERBAUX D'ANALYSES

Ci-joint en fin de rapport:

- Le procès verbal d'analyses du lot de prélèvements 1
- Le procès verbal d'analyses du lot de prélèvements 2

# ANNEXE - ESTIMATION DE LA QUANTIFICATION AMIANTE

Notes relatives à l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

## 1. RAPPEL DE L'ARTICLE 11

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

## 2. DECHETS DANGEREUX

### Les déchets contaminés par l'amiante

#### Responsabilité du propriétaire

Lors de travaux de désamiantage, la personne pour laquelle les travaux sont effectués (c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires) a la responsabilité de la bonne élimination des déchets produits, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Les déchets du chantier (équipements de protection des travailleurs...) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### Élimination des différents déchets

Les déchets contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, les clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés, soit en centres de stockage de déchets inertes, pourvus, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante.

Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, les calorifugeages et les cartons d'amiante), les matériaux dégradés et les déchets issus du chantier (équipements de protection, déchets de matériels ou issus du nettoyage...) doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Composant / Partie de composant	Quantité
Aucun matériau amianté	

# ANNEXE - RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

## 1. Informations générales

### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégrée dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante liés et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

# ANNEXE - ANCIENS RAPPORTS

NUMERO DE REFERENCE du rapport de repérage	DATE DU RAPPORT	NOM DE LA SOCIETE et de l'opérateur de repérage	OBJET DU REPERAGE
Néant			

# ANNEXE - COPIE DU CERTIFICAT DE COMPÉTENCE DE L'INTERVENANT

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par AFNOR Certification – 11 rue Francis de Pressensé – 93571 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX – France



Monsieur REICH ERIC  
BUREAU ALPES CONTROLES  
3 B IMPASSE DES PRAIRIES PAE LES  
GLAISINS  
74940 ANNECY LE VIEUX  
France

Saint-Denis, 05/07/2022

Votre contact: Julie TULOUP  
Email : [julie.tuloup@afnor.org](mailto:julie.tuloup@afnor.org)  
Téléphone : 01 41 62 63 18

Objet : Certification Repérage et évaluations périodiques dans des IGH, ERP (catégories 1 à 4), immeubles de travail, examens visuels

Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous adresser, ce jour, votre certificat Repérage et évaluations périodiques dans des IGH, ERP (catégories 1 à 4), immeubles de travail, examens visuels.

Conformément aux modalités de certification, la décision de certification est prise pour une durée de 7 ans jusqu'au 28/06/2029.

Pour votre communication sur votre certification, nous mettons à votre disposition la charte graphique AFNOR Certification de Personnes téléchargeable sur le site Internet <https://certification.afnor.org/>.

Vous figurez également dans notre liste des certifiés Amiante Mention accessible depuis notre site internet : <https://certification.afnor.org/>

Enfin, pour faciliter nos échanges, nous vous remercions de bien vouloir nous tenir informé de tout changement de situation (coordonnées...).

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations



Julie TULOUP  
Pôle Certification de Personnes



T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00

[www.afnor.org](http://www.afnor.org)



## ANNEXE - COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE



189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17  
SIRET 429 599 509 00024  
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | [euromaf@euromaf.fr](mailto:euromaf@euromaf.fr)  
[www.euromaf.fr](http://www.euromaf.fr)

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme  
au capital de 33 750 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

1DA3927314

1ABF49AD67

## ATTESTATION D'ASSURANCE

2025

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

N° d'identification : 7380137/N/101  
Une police N° : 7006693/S

couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

N° d'édition d'attestation : 20252000119

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'exède pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent soit souscrit pour les opérations dont le coût prévisionnel des travaux est égal ou supérieur à 20 000 000,00 € hors taxes.

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://cons-attest-extra.prd.maf.local>) ou en vous rendant sur <https://cons-attest-extra.prd.maf.local> muni de cette clé de sécurité : **a529bfe7**

La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.

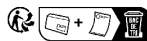
Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-typiques énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

SPS	Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail
A.M.O	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HQE	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
AMO HAN	Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique
B.5 1a	Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infltométrie, de thermographie infrarouge
B.5.1b	Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
B.5.3	Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
B.5.5	Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
B.5.8	Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
B.5.9	Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
B.5.10	Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
B.5.11	Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légalions dans les réseaux d'eau
B.5.13	Missions sans conception ni exécution de travaux confiée par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier et consistant en l'établissement d'un état des risques naturels et technologiques selon la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003, codifiée à l'article L-125-5 du Code de l'environnement
B.5.17	Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
ICPE	Missions d'établissement de dossier administratif au titre des installations classées pour la protection de l'environnement
ENQ TEC	Enquête de techniques nouvelles portant sur le développement de nouveaux produits ou procédés effectuée par l'adhérent pour le compte de fabricants, à l'exclusion de toute mission liée à la fabrication, commercialisation et mise en œuvre
EVEN	Missions de vérifications techniques (sur chantier) et/ou documents (plans d'exécution, notes de calcul) portant sur des installations ou équipements mis en place lors de manifestations publiques ou événementielles
CONT TE	Missions de contrôle technique portant sur les ouvrages de bâtiments ou de génie civil
VEFA	Mission de constat de l'achèvement d'un immeuble vendu dans l'état futur d'achèvement selon les articles du Code de la construction et de l'habitation
CONT PER	Mission d'inspection et de contrôle technique de prévention
Fin de liste	

Fait à Paris, le 01 janvier 2025

  
EUROMAF SA



D49AC39FEF

ECAR4337E1

**MERCI DE RAPPELER  
DANS TOUTE CORRESPONDANCE  
VOTRE N° D'IDENTIFICATION :  
7380137 / N / 101**

**SAS BUREAU ALPES CONTROLES**  
BUREAU ETUDES TECHNIQUES  
PAE LES GLAISINS  
3 BIS IMPASSE DES PRAIRIES  
74940 ANNECY LE VIEUX

A Paris le 12 décembre 2024

Monsieur,

Conformément à nos échanges, nous vous confirmons que l'ensemble des missions DIM listées ci-dessous sont assurées au titre du contrat d'assurance des responsabilités professionnelles n°7006693/S :

# REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION  
# REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS LES IMMEUBLES BÂTIS (RAT)  
# AMIANTE ANALYSE D'ÉCHANTILLON(S) PRÉLEVÉS  
# REPÉRAGE AMIANTE AVANT-VENTE  
# AMIANTE CONTRÔLE DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX  
# REPÉRAGE AMIANTE DTA (DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE)  
# AMIANTE PRÉLEVEMENTS ET ANALYSE D'ÉCHANTILLON(S)  
# DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE - LOCATION, VENTE, AFFICHAGE  
# DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE - CONSTRUCTION NEUVE  
# CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AUX PLOMBES (C.R.E.P)  
# PLOMB AVANT TRAVAUX OU DÉMOLITION  
# ETAT PARASITAIRE DANS LES IMMEUBLES BÂTIS ET NON BÂTIS, ET SUR LES OUVRAGES  
# MISSION CARREZ  
# MISSION ERP  
# MISSION DIMELECT  
# MISSION DIMGAZ  
# AMIANTE PARTIES PRIVATIVES DAPP  
# MISSION EXAMEN VISUEL DES SURFACES TRAITÉES APRÈS RETRAIT DES MATÉRIAUX ET PRODUITS  
# MESURES EMPOUSSIEREMENT AMIANTE  
# REPÉRAGE AMIANTE ET HAP SUR LES ENROBÉS  
# DIAGNOSTIC PEMD - PRODUITS EQUIPEMENTS MATÉRIAUX DÉCHETS  
# MISSION ETAT DU BÂTIMENT RELATIF À LA PRÉSENCE DE TERMITES  
# REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX SUR LES INSTALLATIONS, STRUCTURES OU EQUIVALENTS  
CONCOURANT A LA REALISATION OU A LA MISE EN OEUVRE D'UNE ACTIVITE  
# RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX OU DEMOLITION SUR LES INSTALLATIONS,  
STRUCTURES OU EQUIVALENTS CONCOURANT A LA REALISATION OU A LA MISE EN OEUVRE D'UNE  
ACTIVITE  
# AMIANTE SUR ENROBE SANS HAP SUR LES ENROBES  
# PRELEVEMENT DE FIBRES CERAMIQUE REFRACTAIRES OU AUTRES FIBRES MINERALES  
ARTIFICIELLES  
# RECOLEMENT PEMD - PRODUITS EQUIPEMENTS MATERIAUX DECHETS  
# CONTROLE APRES TRAVAUX EN PRESENCE DE PLOMB  
# SURFACE HABITABLE DITE "LOI BOUTIN"  
# REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX DANS LES OUVRAGES DE GENIE CIVIL

Restant à votre écoute au besoin,

Nous vous prions d'accepter, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Aline LUISIN



**BUREAU ALPES CONTROLES**

**Monsieur Eric REICH**

77 avenue maryse bastié

16340 L'ISLE D'ESPAGNAC

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-SG-047372-01

Date d'émission de rapport : 18/09/2025 10:47

Page1/3

Dossier N° : 25Y024597

Date de réception : 16/09/2025

Date d'analyse : 17/09/2025

Référence dossier Client:160B250S

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001 (1)	1 / CDFIP - Soyaux - Batiment D Pignon RDC Droit / Peinture murale ext	Matériau de type peinture (rose) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau semi-dur (vert)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
002	2 / CDFIP - Soyaux - Batiment D Pignon RDC Gauche / Peinture murale ext	Matériau de type peinture (rose) ; matériau (pulvérulent) (vert)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
003	3 / CDFIP - Soyaux - Batiment D RDC Côté WC / Revêtement Mural + Colle	Matériau souple (bleu)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau de type colle (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (plâtres) (blanc)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Ploton ,CS 40265

F-42016 Saint-Etienne, FRANCE

Tél: +33388916531; +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 1591

Portée disponible sur

[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-SG-047372-01

Date d'émission de rapport : 18/09/2025 10:47

Page 2/3

Dossier N° : 25Y024597

Date de réception : 16/09/2025

Date d'analyse : 17/09/2025

Référence dossier Client: 160B250S

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
004	4 / CDFIP - Soyaux - Batiment D RDC Côté Escalier / Revêtement Mural + Colle	Matériau souple de type revêtement de sol (blanc)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau de type colle (jaune)(i)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
005	5 / CDFIP - Soyaux - Batiment A -Local Réserve RDC / Enduit Intérieur	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (plâtreux) (blanc)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
006	6 / CDFIP - Soyaux - Batiment A -Local Serveur R+2 / Enduit Plafond	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (plâtreux) (blanc)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
007 (1)	7 / CDFIP - Soyaux - Batiment A - RDC Côté Gauche / Peinture Pignon	Matériau de type peinture (rose)	<b>MET</b> * /YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
008 (1)	8 / CDFIP - Soyaux - Batiment A - RDC Côté Droit / Peinture Pignon					

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Ploton ,CS 40265

F-42016 Saint-Etienne, FRANCE

Tél: +33388916531; +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 1591

Portée disponible sur

[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-SG-047372-01	Date d'émission de rapport : 18/09/2025 10:47	Page3/3
Dossier N° : 25Y024597	Date de réception : 16/09/2025	Date d'analyse : 17/09/2025
Référence dossier Client:160B250S		

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
		Matériau de type peinture (rose)	<b>MET</b> * / YS5D	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

### Observation(s) échantillon(s)

(1) La totalité de l'échantillon a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

### Observation(s) couche(s)

(i) La totalité de la couche a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

### Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO22725**) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (**MET**) selon parties utiles de la norme **NFX 43-050**.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le commanditaire. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables\*\* inférieure à la limite de détection. \*\* Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18) modifié par l'Arrêté du 26 décembre 2019, Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10), ), Arrêté du 3 juin 2025 (JORFN°0152 du 2 juillet 2025 texte N° 8).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés. Dans ce cadre l'indication 1/1 en META signifie que deux prises d'essais ont été réalisées et mélangées dans une préparation unique qui conduit à l'obtention d'une seule grille.



**Benoit Bouchet**  
Responsable Département  
Laboratoire

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Ploton ,CS 40265

F-42016 Saint-Etienne, FRANCE

Tél: +33388916531; +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 1591

Portée disponible sur

[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



**BUREAU ALPES CONTROLES**

**Monsieur Eric REICH**

77 avenue maryse bastié

16340 L'ISLE D'ESPAGNAC

## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-SG-055254-01

Date d'émission de rapport : 30/10/2025 9:17

Page1/3

Dossier N° : 25Y028897

Date de réception : 28/10/2025

Date d'analyse : 28/10/2025

Référence dossier Client:160B250S

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	9 / CDFIP Soyaux - Porte Basse Coté parking - Entrée Personnel / RPE Pignon	Matériau de type peinture (orange) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (granulaire)	<b>MET</b> * / BRZ8	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
002	10 / CDFIP Soyaux - Porte Basse Coté parking - Climatisation / RPE Pignon	Matériau de type peinture (orange) ; matériau semi-dur de type enduit (plâtreux) (blanc)	<b>MET</b> * / XDV2	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
003	11 / CDFIP Soyaux - Porte Basse Côté Rue / Entrée / RPE Pignon	Matériau de type peinture (orange) ; matériau semi-dur de type enduit (plâtreux) (blanc)	<b>MET</b> * / BRZ8	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
004	12 / CDFIP Soyaux - Porte Basse Côté Rue / Escalier / RPE Pignon	Matériau de type peinture (orange) ; matériau semi-dur de type enduit (plâtreux) (beige)	<b>MET</b> * / XDV2	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Ploton ,CS 40265

F-42016 Saint-Etienne, FRANCE

Tél: +33388916531: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 1591

Portée disponible sur

[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



## RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-SG-055254-01	Date d'émission de rapport : 30/10/2025 9:17	Page2/3
Dossier N° : 25Y028897	Date de réception : 28/10/2025	Date d'analyse : 28/10/2025
Référence dossier Client:160B250S		

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
005	13 / CDFIP Soyaux - Bat D- RDC Menuiseries Extérieures / Joint Type Silicone	Matériau souple de type joint (gris)	<b>MET</b> * / BRZ8	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
006 (1)	14 / CDFIP Soyaux - Bat D- RDC Menuiseries Extérieures / Fond de Joint	Matériau souple de type joint (gris)	<b>MET</b> * / XDV2	1 / 1 *	Calcination et attaque chimique et mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

### Observation(s) échantillon(s)

(1) La totalité de l'échantillon a été utilisée pour rendre le résultat. Une contre-analyse sera impossible.

### Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (**mode opératoire T-PM-WO22725**) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (**MET**) selon parties utiles de la norme **NFX 43-050**.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse, ceci afin d'éviter le risque d'inter-contamination. Les raisons de cette non séparation peuvent être : la trop grande adhérence des couches entre elles, des couches trop fines, le manque de matière d'une des couches, l'état de conservation dégradé d'une des couches.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables\*\* inférieure à la limite de détection. \*\* Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et /ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs . La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18) modifié par l'Arrêté du 26 décembre 2019, Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10), ), Arrêté du 3 juin 2025 (JORN°0152 du 2 juillet 2025 texte N° 8).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés. Dans ce cadre l'indication 1/1 en META signifie que deux prises d'essais ont été réalisées et mélangées dans une préparation unique qui conduit à l'obtention d'une seule grille.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Ploton ,CS 40265

F-42016 Saint-Etienne, FRANCE

Tél: +33388916531; +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 1591

Portée disponible sur

[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



### RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-25-SG-055254-01

Dossier N° : 25Y028897

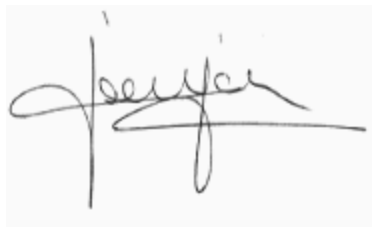
Référence dossier Client:160B250S

Date d'émission de rapport : 30/10/2025 9:17

Date de réception : 28/10/2025

Page3/3

Date d'analyse : 28/10/2025



Géraldine JOURJON  
Référent(e) Groupe

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole \*.

**Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Est SAS**

2, rue Chanoine Ploton ,CS 40265

F-42016 Saint-Etienne, FRANCE

Tél: +33388916531: +33 4 77 92 36 30 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 419 090 € RCS Saint-Etienne SIRET 529 294 027 00030 TVA FR47 529 294 027 APE 7120B

ACCREDITATION N°  
1- 1591  
Portée disponible sur  
[www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

